

**Libreville, Gabon, 7 juillet (Infosplusgabon) - A l'initiative du continent africain, le Conseil des Ministres Africains Chargés de l'Eau (AMCOW) a procédé récemment au lancement, des Directives Africaines pour l'Elaboration de Politiques d'Assainissement (ASPG).**

Ces directives ont été élaborées en collaboration avec les États membres et bien d'autres partenaires œuvrant dans le secteur de l'eau et de l'assainissement sur le continent. Ces directives indiquent également les étapes à suivre ou à mettre à jour dans l'élaboration d'une nouvelle politique d'assainissement, de même que les exigences requises pour une politique d'assainissement complète.

Prenant la parole lors de la cérémonie de lancement, le président de l'AMCOW, par ailleurs Ministre Namibien en charge de l'Agriculture, de l'Eau et de la Réforme foncière, S.E. Carl Gustav Schlettwein, a déclaré que la Namibie s'était engagée à créer une politique d'assainissement autonome sur la base des directives de l'ASPG, tout en encourageant les autres pays à tirer profit de l'ASPG afin d'améliorer leurs politiques d'assainissement. "Mon gouvernement entend prendre des dispositions pour permettre à notre pays la Namibie d'élaborer une politique d'assainissement autonome sur la base de la politique relative à l'approvisionnement en eau et à l'assainissement de 2008". Il a également ajouté que "la Namibie sera l'un des premiers pays à bénéficier de l'ASPG. Je demande instamment à tous les pays de profiter de ces directives pour une politique africaine en matière d'assainissement."

La nécessité de l'ASPG a été conçue en 2017 après qu'un appui initial à l'élaboration d'une politique en matière d'assainissement dans quatre pays ait révélé que d'énormes efforts devaient être consentis pour un appui individuel par pays. AMCOW a ensuite mené une analyse plus approfondie des politiques et stratégies nationales d'assainissement dans 26 pays

en 2019. Les résultats de cette évaluation ont indiqué qu'aucun de ces 26 pays ne disposait de politiques d'assainissement répondant de manière adéquate aux exigences fondamentales d'un environnement favorable à l'assainissement nécessaire, visant à rendre active l'amélioration. L'évaluation a notamment révélé que cinq ans après le début de l'ère des Objectifs de Développement Durable (ODD), près de 61% des politiques étaient encore axées sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement.

"Cette situation a fait naître le besoin d'élaborer des directives stratégiques, répondant aux normes en matière d'assainissement afin de soutenir l'élaboration, l'examen et la révision des politiques ", a déclaré le Secrétaire Exécutif par intérim de l'AMCOW, M. Thomas Banda. "L'ASPG a pour objectif de permettre aux États Membres de répondre aux engagements ainsi qu'aux besoins continentaux et mondiaux en matière d'assainissement afin de rendre plus active l'accès de tous à un assainissement maîtrisé en toute sécurité et d'éradiquer la défécation en plein air. Il s'agit notamment de la Déclaration Ministérielle d'AfricaSan Ngor de 2015 et des Objectifs de Développement Durable (ODD) 2030, en particulier l'objectif 6.2."

Dans le contenu de son message adressé au nom du président de la Commission de l'Union Africaine, Moussa Faki Mahamat, l'Ambassadrice Josefa Leonel Correia Sacko, Commissaire à l'agriculture, au développement rural, à l'économie bleue et à l'environnement durable (ARBE) de l'Union Africaine (UA), a souligné que l'accès à l'eau potable et à l'assainissement est un droit humain pour tous, et a appelé tous les donateurs et gouvernements du continent à soutenir l'AMCOW et l'UA afin de s'assurer que les ASPG serve aux pays africains dans le cadre d'un accès adéquat à l'eau et à l'assainissement pour tous en Afrique et pour le développement social et économique en rapport avec l'Agenda 2063 de l'Afrique.

Prenant la parole lors de la cérémonie de lancement, Amina J Mohammed, Secrétaire Générale Adjointe des Nations Unies, a félicité l'AMCOW pour avoir élaboré des Directives Africaines pour l'Elaboration de Politiques d'Assainissement. "Ce travail important permettra aux

gouvernements africains de bénéficier de conseils pour améliorer ou développer une politique d'assainissement claire et intégrale afin d'ouvrir la voie à des politiques nationales d'assainissement à grande échelle", a-t-elle ajouté.

Pour sa part, le Directeur Général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, a déclaré que : "Le Conseil des Ministres Africains Chargés de l'Eau s'efforce de promouvoir des investissements et un leadership de qualité dans le domaine de l'assainissement par le biais des Directives Africaines pour l'Elaboration de Politiques d'Assainissement, qui s'inspirent des principes énoncés par l'OMS dans le cadre de l'assainissement et de la santé. Nous sommes heureux de travailler avec l'AMCOW et les gouvernements africains afin d'assurer l'assainissement pour tous. L'histoire montre que les sociétés qui ont investi dans l'amélioration de l'assainissement sont devenues plus saines, plus riches et plus puissantes, mais l'absence d'assainissement rend un pays plus vulnérable aux maladies et aux épidémies qui touchent toute la société."

La Directrice Générale de l'UNICEF, Henrietta Fore, a déclaré que l'UNICEF s'engageait à travailler en étroite collaboration avec ces communautés et les Ministres Africains pour faire de (l'ASPG) un moteur d'assainissement sûr dans bien des communautés africaines. "Pour commencer, ces directives seront déployées dans deux pays cette année, et d'autres pays et régions suivront l'année prochaine", a-t-elle ajouté.

Les Ministres en charge de l'assainissement et de l'hygiène au Kenya, en Éthiopie, au Nigeria, au Cameroun, en Égypte, au Sénégal et en Afrique du Sud ont tous félicité l'AMCOW pour le développement de l'ASPG et ont promis de s'en servir pour rendre l'environnement favorable à l'assainissement dans leurs pays. Hon Suleiman Adamu, Ministre des Ressources chargé de l'Eau au Nigeria, a déclaré que le Nigeria s'est donné pour mission de favoriser l'accès à un assainissement de base destiné à plus de 100 millions de Nigériens et que l'ASPG offre une énorme opportunité d'accélérer ce processus. Il a ajouté que "le Nigeria se servira du réseau pour mettre à jour sa politique d'assainissement de l'eau de 2004 et travaillera en étroite collaboration avec les 36 unités (États) afin que chacune d'entre elles se serve du réseau pour s'assurer que ses politiques sont adaptées au contexte, en rapport avec la politique et la norme du niveau fédéral, et adaptées au réseau".

Le lancement, qui s'est tenu de manière virtuelle en raison des mesures qui visent à se protéger contre le COVID-19 dans le monde, a réuni les Ministres en charge de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène en Afrique, l'Union Africaine, les agences des Nations Unies, les donateurs, les spécialistes de l'eau et de l'assainissement du continent. Le processus d'élaboration a permis un engagement rigoureux des États membres, des responsables des politiques d'assainissement et de diverses parties prenantes à travers le continent africain. L'ASPG a été présenté, les points de vue ainsi que les contributions des participants ont été recueillis et consignés dans des documents afin d'assurer un suivi et d'aider à la planification du soutien aux États Membres en vue de l'adoption et de la mise en œuvre de ces directives.

Depuis sa création en 2002, l'AMCOW a principalement servi de plateforme permettant de réunir les parties prenantes du secteur de l'eau et de l'assainissement sur le continent. L'AMCOW détermine les directives et mène le plaidoyer politique en faveur de la croissance et de l'amélioration du secteur pour une gestion durable des ressources en eau et de l'assainissement du continent. La Déclaration des Chefs d'Etat de Sharm El Sheikh de 2008, entre autres, a instruit l'AMCOW d'aider les Etats membres à élaborer des plans, des politiques et des stratégies visant à rendre possible l'accès à l'eau et à l'assainissement pour tous en Afrique (Assembly/AU/Dec. (XI)). La Déclaration Ministérielle de Ngor de 2015 à AfricaSan4 demande également aux États Membres d'élaborer des stratégies en vue de permettre l'accès de tous à des services d'assainissement et d'hygiène adéquats et durables et d'éliminer la défécation en plein air d'ici 2030. (Source : African Ministers' Council on Water (AMCOW)).

FIN/ INFOSPLUSGABON/ESQ/GABON2021

© Copyright Infosplusgabon